

Le pouvoir aux travailleurs

25 NOVEMBRE 1992

N° 9

PRIX: 50f

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Sommaire

	PAGES
Editorial Le FPI voudrait bien gouverner même avec le PDCI	2
Cote d'Ivoire :	
SIPE ET CI-TELCOM: La grève, un bon moyen de négociation.	3
Conditions de vie de la classe ouvrière de plus en plus difficile.	3 - 8
Conditions de travail des ouvriers dans une usine de cosmétique.	8 - 9
Mali :	
Privatisation des sociétés d'Etat.	9 - 10
Pillage et famine en Afrique, les conséquences du capitalisme	10 - 11
Nigéria :	
La dérive intégriste n'est pas une fatalité	11 - 13
Elections en Afrique :	
<i>Le sort des opprimés ne se règle pas dans les urnes.</i>	13 - 15

LE FPI VOUDRAIT BIEN GOUVERNER, MEME AVEC LE PDCI

Le FPI ne rate pas une occasion pour montrer qu'il est d'accord sur l'essentiel avec le PDCI et qu'il est prêt à gouverner avec celui-ci. C'est ce qui ressort notamment de l'émission télévisée "A La Une" (TV1) du 5 novembre dernier, dont l'invité était L. Gbagbo, secrétaire général du FPI.

Ainsi, répondant aux questions des journalistes, il a préconisé la "décentralisation" pour permettre à chaque région d'être responsable de son développement. Mais comme il l'a reconnu lui-même, cette idée n'est pas nouvelle, puisque le PDCI avait déjà adopté dans ce sens une loi (jamais appliquée) en 1961. Sur les autres questions économiques, on cherchera en vain une différence entre les deux partis. Même sur celle des privatisations tant décriées en son temps par le FPI, Gbagbo dit que, finalement, il était d'accord et qu'il n'y reviendrait pas s'il arrivait au pouvoir.

Fondamentalement, il n'y a donc rien qui empêche les deux partis de gouverner ensemble. Gbagbo dit même, en des termes à peine voilés, que si le gouvernement actuel est dissous et remplacé par un autre dirigé par exemple par Konan Bédié, son parti serait prêt à y participer. C'est pourquoi le FPI essaie de convaincre le PDCI et, par dessus celui-ci, le FMI et la Banque mondiale, que les Ivoiriens seraient prêts à accepter tous les sacrifices -y compris par exemple la réduction de 50% de leurs salaires- de la part d'un nouveau gouvernement auquel ils auraient confiance.

D'ailleurs le mois dernier, ce n'est pas pour rien que L. Gbagbo a vivement applaudi le président de l'Assemblée nationale, Konan Bédié, pour avoir proposé l'idée d'un emprunt national "forcé ou pas". Or cette proposition qui fait son chemin et qui risque d'être appliquée -s'il n'y a aucune réaction des travailleurs- n'est rien d'autre qu'une réduction des salaires. Car tout le monde sait que de tels "emprunts" ne seront pas remboursés. En 1975, à une époque où l'économie n'était pas encore gravement atteinte, l'Etat avait emprunté 100 milliards de FCFA dont la plupart des souscripteurs attendent toujours le remboursement. Ceux-ci sont donc en droit de réclamer leurs dGs avant d'entendre parler d'un nouvel "emprunt national".

Comme nous le voyons, le FPI est d'accord pour que le gouvernement diminue notre pouvoir d'achat et nous impose encore d'autres "sacrifices" au nom de la crise -mais à cette seule condition qu'il soit associé au pouvoir. Tout dépend donc du PDCI. Pour le moment, il ne juge pas opportune la formation d'un "gouvernement PDCI-FPI", mais il n'est pas dit qu'il n'y aura pas recours, si demain cela s'avère nécessaire pour nous imposer de nouvelles mesures d'austérité.

Mais dans le cas où le PDCI ne fait pas appel à lui, le FPI espère bien gagner les élections présidentielles... de 1995. Le parti de Gbagbo a deux voies pour accéder au pouvoir, mais il n'a qu'une politique: l'austérité pour les populations pauvres.

En tout cas, travailleurs, nous voilà prévenus. Le PDCI gouverne contre nous et dans l'intérêt des riches, cela, nous le constatons depuis longtemps. Mais nous ne devons pas nous faire d'illusions non plus sur le FPI - ou ses compagnons de route de l'opposition. Ils mèneront la même politique. Avec les uns ou avec les autres au pouvoir, si nous voulons nous faire entendre et à plus forte raison, si nous voulons nous défendre contre la vie chère, le chômage, les licenciements et les diminutions de salaires, nous ne pourrons compter que sur nous mêmes, sur notre mobilisation, sur nos grèves, sur nos réactions immédiates contre toute atteinte à nos conditions d'existence. N'attendons pas de salut d'en haut: là, nous n'avons et n'aurons que des ennemis, ouverts ou hypocrites. Mais nous représentons une force, en bas, du fait de notre nombre, du fait que c'est notre travail qui fait marcher l'économie. C'est cette force-là qu'il nous faut apprendre à mettre en oeuvre, plutôt que de nous bercer de faux espoirs.

**SIPE ET CI-TELECOM:
LA GREVE, UN BON MOYEN DE NEGOCIATION**

Le 28 octobre dernier, les travailleurs de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Epargne (SIPE) et ceux de CI-TELECOM ont déclenché une grève pour revendiquer l'augmentation des salaires et d'autres avantages sociaux. Au bout de deux jours de grève, ils ont obtenu satisfaction.

Cette grève a été imposée en fait à la direction syndicale par les travailleurs. En effet, le 26 octobre, le SYNAPOSTEL (Syndicat National des Postes et Télécommunication) a d'abord commencé par négocier avec les patrons des deux sociétés. Mais les discussions traînaient en longueur. Elles ont duré deux jours -sans résultat! C'est alors que bon nombre de travailleurs ont interrompu le travail pour aller voir comment se passaient

les négociations.

C'était le point de départ d'une grève qui a contribué à abrégé les discussions et donc à économiser la salive. Les accords signés prendront effet à partir de janvier prochain. Les travailleurs ont obtenu le principe d'une révision à la hausse de leurs salaires, ainsi que des avantages sociaux tels que des "indemnités contributives au logement" et l'octroi des "secours remboursables sur une période de dix mois". Ils n'ont pas, par contre, obtenu la suppression des "salaires hors grille" qui permettent aux patrons de s'octroyer des salaires exorbitants. Mais ils sont quand même satisfaits d'avoir fait reculer ces derniers.

Comme quoi, dans les négociations, la grève a un poids déterminant.

**CONDITIONS DE VIE DE LA CLASSE OUVRIERE
DE PLUS EN PLUS DIFFICILES**

Dans la fonction publique, comme dans les entreprises d'Etat, dans les sociétés mixtes comme dans les sociétés privées, un peu partout, la situation de la classe ouvrière s'aggrave. Et elle s'aggraverait toujours plus, s'il n'en tenait qu'aux riches.

Cette situation s'aggrave de

plusieurs façons.

D'abord par le fait que leur salaire est bloqué depuis plus de dix ans alors que dans le même temps le coût de la vie, lui, augmente de jour en jour. Si nous faisons le compte, rien que ces derniers temps, on a vu l'augmentation: du prix de l'eau

et l'électricité; le tarif de transport de la Sotra; les deux mille francs nouvellement institués, depuis cette année, pour l'inscription scolaire pour chaque enfant; le transport (pour aller à l'école) de 3000f par mois et par enfant, qu'il faut payer depuis cette année aussi.

Côté santé, l'Etat s'est désengagé: le résultat c'est que les petites gens payent 2500f pour la moindre consultation médicale. Ce qui était encore gratuit, il y a à peine de cela deux ans. Côté nourriture, on constate les mêmes augmentations: à Abidjan, il n'y a pas longtemps, on avait 3 à 4 bananes pour 25f. Aujourd'hui, il faut payer 50f pour avoir la même chose.

Ensuite, avec le même salaire, le salarié a de plus en plus de personnes à charge du fait, d'une part, du chômage, mais aussi de l'autre, parce que le salarié doit en plus venir en aide à la famille restée au village. C'est d'autant plus dur que c'est une situation nouvelle. Il y a quelques années encore, quand le café et le cacao se vendaient bien, ce sont ceux du village qui venaient en aide à ceux de la ville.

De plus, l'Etat resserre son budget de fonctionnement. Non pas en diminuant les salaires et autres avantages disproportionnés des grands, mais en faisant payer les petits. On se souvient encore des licenciements des 7000 "fonctionnaires" ou encore de ceux des quelque 2000 employés de l'ex-RAN.

L'Etat a ainsi donné le ton aux entreprises privées qui, de leur côté, ne se sont pas fait prier pour licencier des travailleurs. Ainsi, depuis environ deux ans, la mise en

chômage technique de centaines d'ouvriers est devenue quelque chose de courant pour beaucoup d'entreprises. Leur technique étant de produire toujours plus en moins de temps, quitte à employer des journaliers payés d'ailleurs à la pièce et au rabais. De ce fait, ces entreprises se débarrassent de leurs ouvriers sans déboursier un sou durant plusieurs mois.

On peut constater par ailleurs qu'après chaque période de chômage technique, au moment de la reprise, les patrons profitent de l'occasion pour licencier les travailleurs les mieux payés ou ceux dont la tête ne leur plaît pas. C'est ainsi que des sociétés telles que Uniwax se retrouvent avec 200 ou 300 ouvriers alors qu'ils étaient près de 800 il y a quelques années. De même pour Utexi (à Vridi) qui, aujourd'hui, de combinaison en combinaison avec ses autres filiales ou d'autres sociétés comme celle de Gonfreville à Bouaké, cherche à fermer son unité de Vridi d'ici quelques mois.

Il y a aussi l'exemple de Filtisac qui, l'année dernière, avait mis en chômage technique les ouvriers du jute (700 personnes) pendant un mois prétextant un manque de matière première et qui, dès la reprise, a mis définitivement près de 100 ouvriers à la porte sous forme de "départ volontaire". Dans le même temps, l'exploitation des ouvriers dans son unité de synthétique s'est empirée. Les tisserands qui travaillaient auparavant sur 3 métiers à tisser en ont aujourd'hui 4. Beaucoup de travailleurs ont été licenciés pour être aussitôt remplacés par des journaliers pour la plupart payés à la pièce, obligés ainsi de travailler durement durant 12h

pour toucher un salaire équivalent à 8h de travail pour un smicard, si l'on se réfère à la législation du travail.

On a pu voir la même chose, dans la même année, à SIFTEX-CI, une autre usine de textile située à Vridi, qui avait fermé ses portes durant 6 mois après avoir, bien entendu, fait tourner l'usine 24h sur 24 et rempli ainsi ses magasins de stocks de produits prêts à être vendus, de telle sorte que le côté commercial a tourné tout à fait normalement durant cette période. Tout ça, entre autres, pour contraindre les ouvriers, ayant pour la majorité d'entre eux autour d'une dizaine d'années d'ancienneté, donc percevant une meilleure rémunération, à rendre leur démission. Quel travailleur peut en effet tenir 6 mois sans salaires? Aujourd'hui cette usine tourne avec en majorité des journaliers mal payés et ne bénéficiant d'aucun droit. L'exploitation que subissent les travailleurs s'est d'une manière ou d'une autre accrue. Par exemple au section tissage, chaque tisserand fait tourner 4 machines au lieu des deux auparavant.

Le groupe Saco-Chocodi, composé de 3 usines pour la transformation de cacao dont une de 300 personnes située en Zone 4 et deux à Vridi, employant respectivement 200 et 150 travailleurs, soit un total de 650 personnes, vient de fermer, depuis le 20 octobre et ce jusqu'à la fin de l'année, une de ses usines, mettant ainsi en chômage technique 200 travailleurs. Mais grâce à sa mobilisation, le personnel a obtenu le versement de 40% de salaire brut et "la couverture sociale" durant cette période.

Il y a, pour donner encore

un exemple, la société IRAN qui vient de mettre en chômage technique tournant, une équipe après l'autre, depuis le début de ce mois, les ouvriers de la SNCV (son unité de bonbons). Dans cette usine où travaillent entre 300 et 400 ouvriers, plus de trois quart des effectifs sont des journaliers n'ayant évidemment aucun droit et pour la plupart, selon l'unité où ils travaillent, ne bénéficiant d'aucun jour de repos, travaillant donc 7 jours sur 7. Gare aux malades et aux accidentés de travail! Il n'y a pas longtemps encore un ouvrier de cette usine s'est vu le bras mutilé par une machine. Il a été purement et simplement mis à la porte. De même que l'employé de bureau qui lui a remis un carnet d'accident de travail sans avoir averti au préalable le patron.

L'inspectrice du travail responsable de ce secteur roule bien évidemment en Audi, gros cylindré, dernier cri! Le maire et le commissaire de Port-Bouët ont droit, entre autres, à des livraisons régulières de casiers de "sucrierie" à l'oeil. Le responsable des brasseries à l'UGTCI a lui aussi ses droits d'entrée dans le bureau du patron qui, rappelons-le, était le président des Libanais de Côte d'Ivoire et qui, il n'y a pas longtemps, annonçait à la télévision que "les Libanais respectent les lois de leur pays d'accueil, la Côte d'Ivoire".

Et ce sont ces Libanais-là dont le FPI a pris la défense face au pouvoir qui, dit-il, veut faire payer sa propre gabegie aux Libanais!

Il y quelques mois, c'étaient les ouvriers de Tôle-Ivoire qui s'étaient mis en grève contre la restructuration opérée par la direction. Cela n'a pas empêché la suppression

nette de près de 80 travailleurs.

Demain, ce sont les ouvriers d'Ivoiral qui risquent de connaître le même sort que leurs collègues de Tole-Ivoire. Ces deux sociétés, de même que Filtisac, appartiennent à un même groupe financier. Un "expert" a été envoyé sur les lieux pour une future restructuration.

Les 85 employés de cette usine s'étaient mis en grève au début du mois dernier parce que la direction, petit à petit, cherchaient à remettre en cause les divers avantages et "droits acquis" qu'ils avaient réussi à imposer au fil des années passées. Entre autres avantages, le remboursement de 50% de tous frais médicaux et pharmaceutiques. D'ici que les ouvriers des autres usines appartenant à ce groupe, qui, eux, ne bénéficient pas de cet avantage, pris parmi d'autres, n'aient la mauvaise idée de réclamer à leur tour les mêmes avantages! Il a suffi d'un jour de grève pour que la direction retire aussitôt sa proposition alors que la direction disait à qui voulait l'entendre que ses "décisions sont non négociables". Mais ce qui est particulier à cette grève et à celle des employés de la poste et télécommunication, c'est que les travailleurs dénoncent les salaires et les avantages exorbitants dont bénéficient les 4 expatriés, qui, à eux seuls, coûtent la même masse salariale que tous les "nationaux" pris ensemble. Les travailleurs estiment à juste titre que s'il y a quelqu'un qui doit payer, c'est bien eux!

Les employés de la poste et des télécommunications qui ont récemment été à moitié privatisés - et qui par la même occasion ont changé de noms:

anciennement ONP et ONT, devenant respectivement SIPE et CI-TELCOM - s'étaient mis en grève il y a de cela à peine quelques jours et ce dans tous les grands centres du pays. Ils revendiquaient, d'une part, - et c'est quelque chose de nouveau - des augmentations de salaires, et de l'autre, la fin des salaires "hors grille" des directeurs et autres hauts cadres qui touchent chacun mensuellement entre 1,2 millions et 2,5 millions de salaire sans compter les avantages. Le gouvernement et le patronat ne voulaient bien évidemment pas entendre parler d'augmentation de salaire. Mais au bout de quelques deux jours de grève, ils ont changé d'avis et ont promis de revoir les grilles de salaires dans les deux mois qui suivent.

Les employés de l'ECCI (aujourd'hui CIE, depuis qu'elle a été à moitié privatisée, passant entre les mains du groupe SAUR, disons, de Bouygues) ont tout récemment menacé de se mettre en grève parce que la direction, avec la collaboration du nouveau syndicat (SYNAT-CI) qui lui est lié ainsi qu'à l'UGTCI, (dont les dirigeants ont récemment bénéficié d'une "formation syndicale" en France et ce aux frais de la société) a mis en place, d'une part, une nouvelle grille de salaire où les échelons ont été supprimés, et de l'autre, elle a ramené la gratification (prime de fin d'année) sur une "base minimale" de 75% du salaire.

Il a donc suffi d'une simple menace de grève pour que la direction recule. Le PDG de l'ECCI, Marcel Zadi Kessy, a réuni le personnel le 9 novembre pour annoncer: le retrait de la nouvelle grille de salaire pour

être revue afin qu'elle "réponde à l'attente des uns et des autres"; il ramène la gratification sur "une base minimale de 100%" du salaire; et enfin, "la liberté syndicale", - liberté de tenir leur réunion au sein de l'entreprise, pour le SYNASEG - qui jusque là rencontrait toute sorte de problèmes de la part de la direction, bien que cette dernière le nie. Rappelons que ce mouvement à la CIE a été dirigé par ce syndicat.

On peut constater à travers les quelques entreprises que nous avons prises comme exemple, que si les travailleurs opposent parfois une résistance face aux mesures qui les touchent en tant que travailleurs d'une société prise chacune isolément, il y a d'autres mesures mises discrètement en application par le gouvernement en faveur du patronat, au détriment, donc, des intérêts des travailleurs en général, sans que ces derniers n'aient réagi jusque là. Quelles sont ces mesures?

Voyons par exemple cette interview de Pierre Magne (qui est le président du syndicat des industriels de Côte d'Ivoire ou encore le Secrétaire Général de l'UPACI, qui est la fédération de tous les syndicats patronaux), parue dans Frat-mat, il y a six mois. Il dit: "nous avons un programme intense de collaboration avec le gouvernement qui fait que notre syndicat participe à toutes les réflexions ou actions qui sont menées". Plus loin, il dit: "il y a des mesures que nous avons arrêtées ensemble... des mesures qui tiennent à la restructuration des ressources humaines. Par exemple, au niveau des droits du travail, il y a des aménagements à faire qui permettent aux entreprises de pouvoir

fonctionner, libérer de toutes entraves. Nous pensons par exemple à la mobilité du personnel... afin que les entreprises fonctionnent normalement sans attendre l'autorisation de l'administration pour faire par exemple des heures supplémentaires ou des recrutements de personnel à des périodes précises".

Bien que la citation soit un peu longue, elle exprime bien le souhait des patrons: pouvoir licencier les travailleurs quand ils le veulent, sans rencontrer des contraintes de l'administration; pouvoir effectuer autant d'heures supplémentaires qu'ils le souhaitent; embaucher des journaliers sans passer par l'OMOCI; remplacer les travailleurs embauchés ou contractuels par des journaliers, etc.

Et effectivement, le patronat a eu entière satisfaction. Il peut aujourd'hui licencier un travailleur sans avoir besoin d'avertir l'inspection du travail comme auparavant. De même qu'il peut aujourd'hui embaucher des journaliers comme il l'entend, sans aucune contrainte, pour ainsi dire au tarif qu'il veut, en tout cas, à en juger par des exemples concrets. L'OMOCI, c'est aujourd'hui du passé! Il peut en outre prendre des stagiaires pour un an moyennant tout juste une carte de bus, sans même l'obligation de les embaucher, une fois le stage effectué, etc.

Tous les travailleurs savent bien que ce n'est pas l'administration qui empêchait vraiment les patrons de faire ce qu'ils voulaient. Quand bien même, il est vrai, il y avait

quelques lois qui limitaient un peu les manifestations les plus extrêmes de l'exploitation patronale, par exemple pour les licenciements, l'embauche des journaliers, le dépassement d'un certain quota en heures supplémentaires, le salaire minimum, etc. Chacun le sait ou a eu l'occasion de le constater, que le patronat s'assoit sur les lois, ou bien les contourne si

nécessaire, et ce grâce à la puissance de son argent.

Mais voilà qu'aujourd'hui les patrons ne veulent même pas que certaines formes de protection des travailleurs restent même seulement inscrites dans la loi, dès fois que les travailleurs s'en saisissent et aient l'idée qu'il leur appartient de les imposer.

CONDITIONS DE TRAVAIL DES OUVRIERS DANS UNE USINE DE COSMETIQUE

Dans une petite usine de cosmétique, comme il y en a tant dans la Zone Industrielle de Yopougon, travaillent une dizaine d'ouvriers permanents et une vingtaine de journaliers, en majorité des filles. Comme dans beaucoup d'autres sociétés, le travail commence à 7h30 pour une journée de 8h, avec une pause à 12h. S'il y a beaucoup de commandes, le patron demande aux ouvriers de venir travailler le samedi.

Le travail en tant que tel n'est pas particulièrement dur. Mais le problème, c'est que le patron ne paye pas régulièrement les ouvriers. Normalement, les journaliers, par exemple, devraient toucher leur salaire chaque semaine.

Mais il se passe des semaines entières où le patron ne les paye pas. Le patron prétexte que les affaires ne marchent pas. Mais les ouvriers savent bien qu'il ment. Il y a des jours où, rien que les ouvrières, à elles seules, produisent jusqu'à 100

cartons! Malgré cela, il est même arrivé qu'en huit semaines de travail le patron n'a payé celles-ci que pour une semaine. Les semaines qui n'ont pas été ainsi payées sont définitivement perdues. On peut même dire que généralement sur un mois de travail, elles ne sont payées que pour deux semaines.

Il y a le cas d'un journalier qui ne voulait pas se laisser avoir. A chaque fois il montait au bureau réclamer son dû. Jusqu'au jour où le patron lui a dit que "puisque t'es pas content, tu n'as qu'à rester chez toi, ce n'est plus la peine de revenir". Voilà pourquoi les travailleurs n'osent pas trop réclamer leur argent. En cette période de crise et de chômage, le patron profite de la situation pour les exploiter davantage.

En plus, le patron est rusé. Il n'a pas pris n'importe qui comme journaliers. Ceux qui travaillent là sont venus tous par connaissance. C'est-à-dire

par l'intermédiaire d'un mari, d'un frère, d'un père ou d'un cousin, qui sont déjà embauchés. Donc, non seulement le patron prend des journaliers comme pour venir en aide à ses ouvriers, mais en plus il les tient tous entre ses mains puisque quelle que soit l'exploitation qu'ils subissent, ils n'osent pas réagir de peur de faire perdre leur travail à leurs parents qui sont

embauchés.

Ces derniers, eux-mêmes, se plaignent du patron parce qu'il ne les paye pas, comme il se devrait, à chaque fin du mois. Mais il leur verse le salaire un peu un peu, en deux ou trois fois, de telle sorte que les ouvriers ne peuvent même pas faire un programme.

MALI -

PRIVATISATION DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Comme pour la plupart des pays d'Afrique, le FMI et la Banque Mondiale ont imposé au Mali, en échange de nouveaux crédits ou du simple rééchelonnement de sa dette, une politique de privatisation (ou tout simplement de fermeture) des entreprises d'Etat, accompagnée de licenciements, y compris dans la fonction publique.

Ce plan était déjà mis en place depuis 1988, sous le régime de Moussa Traoré. Il a été mis en application en 1990. C'est ainsi qu'en 1990, plusieurs entreprises (dont Air Mali et Librairie Populaire du Mali) ont été fermées. D'autres (comme Grand Hôtel, Itema, Pharmacie Populaire du Mali, entre autres) ont été privatisées, toujours en 1990.

L'année dernière, 7 autres sociétés d'Etat ont été privatisées, deux fermées tandis que, dans 22 autres, on a licencié une partie du personnel, certainement pour préparer le terrain de la privatisation.

Pour cette année 1992, d'autres privatisations sont en cours. C'est le cas notamment de Petrostock et de Sogemork. Dans la fonction publique, les licenciements ont déjà commencé. Selon le "plan", il est prévu de licencier 7000 agents entre 1991 et 1993 (soit près de 17 % de l'effectif total de la fonction publique). Ces licenciements sont pour le moment masqués sous le nom de "départ volontaire". On donne un petit pécule (l'équivalent de trois ans de salaire) à ceux qui se portent volontaires.

Cette politique a déjà été expérimentée au Sénégal quelques mois auparavant. Avec cette petite somme, certains ont ouvert une petite boutique, d'autres ont acheté un taxi, ou se sont lancés dans la boulangerie ou la menuiserie. Mais la plupart d'entre eux regrettent déjà d'avoir accepté ce "cadeau" empoisonné, car ils ont déjà dépensé l'argent qu'ils ont touché et ils se retrouvent sans aucun revenu.

C'est cela que les dirigeants appellent cyniquement le "dégraissage". Mais pendant ce temps-là, ce sont les mêmes, ou presque, qui continuent à s'engraisser sur le dos des

pauvres. Les gouvernements ont changé, mais c'est la même politique dictée par l'impérialisme que les uns et les autres continuent d'appliquer.

PILLAGE ET FAMINE EN AFRIQUE, LES CONSÉQUENCES DU CAPITALISME

Ces derniers temps, il ne se passe pas un seul jour sans que les chaînes de télévision ne montrent la triste réalité relative aux conditions de vie désastreuses en Afrique. Des milliers de personnes désespérées qui, pour fuir la guerre et la misère, se retrouvent dans des embarcations de fortune, en pleine mer, privées d'eau et de nourriture; Certaines d'entre elles, squelettiques et rongées par la faim, tentent de survivre en mangeant n'importe quoi. D'autres s'embarquent clandestinement dans des bateaux; Dans ce cas, lorsqu'elles sont découvertes par l'équipage, comme ce qui vient de se passer il y a quelques jours, elles sont impitoyablement battues et jetées à la mer. Comment ne pas être indigné par le sort de ces personnes? Comment ne pas être indigné par les commentaires et les déclarations de certains responsables politiques occidentaux et autres qui disent que les moyens font défaut pour aider efficacement ces "pauvres malheureux".

Dire que les moyens manquent pour permettre à ces milliers de gens de manger correctement à leur faim, de vivre la vie de tout le monde, est un grossier mensonge.

Les moyens justement ne

manquent pas. Ce que l'humanité peut produire de nos jours, suffit amplement à nourrir la planète toute entière. Mais ce qui est produit ne tient pas compte des besoins réels des populations. La seule chose qui compte pour les sociétés capitalistes, c'est le profit. Alors, on n'hésite pas à détruire le surplus des produits alimentaires (lait, pomme de terre, sucre... par exemple) pour ne pas faire chuter les prix. Car les prix qui chutent, c'est un manque à gagner pour les capitalistes. Alors ils préfèrent les détruire plutôt que de les donner aux nécessiteux. Ainsi d'un côté il y a "trop" de marchandises, alors que de l'autre, des millions de personnes manquent du minimum vital; y compris dans les pays riches.

Dans le système capitaliste, tout se vend, tout s'achète. Ceux qui n'ont pas de l'argent pour se nourrir n'ont qu'à crever. C'est cela la dure loi du système capitaliste.

Alors comment ne pas être indigné quand des représentants d'organismes internationaux et les commis de l'impérialisme parlent hypocritement d'organiser des colloques afin d'essayer de trouver des solutions adéquates à la misère

et au sous-développement dans le Tiers-Monde?

Les maux dont souffrent aujourd'hui les populations pauvres d'Afrique sont causés par le capitalisme qui continue de piller ce continent. Ni les colloques, ni les miettes laissées aux populations africaines sous forme d'aides ou

autres ne résoudre les problèmes des pauvres en Afrique.

Seule la voie de la lutte de tous les déshérités d'Afrique contre le système capitaliste qui les exploite peut leur permettre de se libérer des maux dont ils souffrent.

NIGERIA:

LA DERIVE INTEGRISTE N'EST PAS UNE FATALITE

Dans un Etat qu'ils contrôlent au nord du Nigéria, des intégristes musulmans viennent de prendre une série de mesures réactionnaires, symbole de leur politique rétrograde, obscurantiste qu'ils risquent d'imposer à l'ensemble de la population. Ils ont notamment décidé d'interdire l'exercice d'un métier à toute femme célibataire. Ils ont également interdit aux femmes de porter certains vêtements qui, selon eux, ne correspondent pas aux normes de l'islam.

Ce pouvoir réactionnaire, bien qu'il représente pour l'essentiel les féodaux du Nord, essaie de capitaliser à son profit l'exaspération, la colère des masses pauvres contre le pouvoir corrompu des galonnés à Lagos. Mais il détourne cette colère, il les canalise, au profit d'une politique abjecte, barbare, qui ramène la société en arrière au lieu de la faire avancer.

Oui, le régime pourri de Lagos, au service d'une couche de riches qui s'enrichissent sur le dos de la population ; au service

plus encore des puissances impérialistes qui pillent ce pays comme tant d'autres pays d'Afrique ; oui, ce pouvoir corrompu doit être combattu. Mais pas au nom de la barbarie intégriste, pas au nom du Coran, pas au nom du passé ! Car ces gens-là, si personne ne s'oppose à eux, imposeront à tous une dictature au moins égale sinon plus féroce que celle des galonnés corrompus au pouvoir. La dictature qu'ils prétendent imposer aux femmes, ils l'imposent par-là même à tous, à toute la société !

Et évidemment, ils ne résoudre pas pour autant aucun des problèmes des masses pauvres. La misère, la vie chère, le chômage, la dictature, tout cela n'a rien à voir avec la religion. Ce n'est pas en obligeant les femmes à s'habiller comme le voudraient les crétins qui puisent leurs inspirations d'écrits datant d'une toute autre époque du passé qu'on donnera à manger à ceux qui vivent aujourd'hui. Ce n'est pas en aggravant l'oppression de la moitié féminine de la population qu'on

libérera ceux qui, dans la moitié masculine, appartiennent aux classes pauvres. Et on ne supprimera même pas la corruption, le pouvoir de l'argent: en Arabie Saoudite le pouvoir est entre les mains des féodaux qui se revendiquent d'un Islam traditionnel pur et dur, ce qui ne les empêche pas, eux, les détenteurs du pouvoir et de la richesse, d'être pourris d'argent et de vivre dans le luxe tout occidental sur la Côte d'Azur, à Paris ou à New York.

Les démagogues intégristes, lorsqu'ils s'adressent aux pauvres prétendent qu'il y a une voie islamique face au pouvoir de l'argent, face au capitalisme. Mais ils ne cherchent qu'à tromper les gens et à se servir de leur colère légitime pour les entraîner vers une nouvelle impasse et une nouvelle dictature. Dans tous les pays où règnent les mollahs, ou tout simplement des régimes militaires se drapant de l'islam, quelles que soient les prétentions des dirigeants, l'ordre islamique est en faveur des riches, de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme, son maître. C'est toujours la misère et la dictature pour la majorité.

Dans ces pays, c'est l'islam qui sert de justification à une dictature sauvage contre les opprimés en général en les maintenant sous la férule de ses lois, des traditions rétrogrades, comme la sharia, l'infériorité officialisée de la femme, etc.

La religion est toujours l'allié de l'ordre capitaliste en ce sens qu'il obscurcit la conscience des populations et la détourne des causes réelles de leurs problèmes. Mais dans sa version intégriste, c'est un marche-pied pour l'installation de la dictature qui pèse sur

toute la société, mais en particulier sur les classes exploitées.

Mais voilà aussi le sort que le capitalisme réserve à l'Afrique en général.

Du capitalisme, l'Afrique ne peut recevoir que les poubelles, c'est-à-dire, la famine, les maladies mais aussi la barbarie, sous forme d'intégrisme ou de luttes ethniques.

Alors, la pire des choses serait la démission, la capitulation, le fait de ne vouloir rien faire, d'accepter la dérive - la misère de plus en plus accrue, la dictature, l'intégrisme, l'ethnisme - dans laquelle l'Afrique se trouve aujourd'hui comme une fatalité, comme le sort auquel nos populations sont définitivement condamnées.

Il y a - et nous l'espérons, nous le souhaitons, il y en aura de plus en plus - en Afrique, des femmes, des hommes, qui ne veulent pas de cet avenir-là, de cette barbarie et que la montée de l'intégrisme inquiète. Mais cette montée ne peut pas être vraiment enrayée par les dictatures militaires (pas plus au Nigéria qu'en Algérie). Et de toute façon, ce serait vouloir combattre le choléra en contractant la peste. Elle ne peut pas être combattue non plus par les pleurnicheries de l'intelligentsia libérale - si tant est qu'elle existe - par ses professions de foi pour la démocratie. Elle qui recueille une partie de sa force en détournant la colère, l'aspiration au changement des classes pauvres, ne peut être combattue qu'au nom d'une politique qui offre aux classes pauvres la perspective opposée,

celle de leur libération sociale, celle de l'égalité entre tous les hommes non pas dans les cieux inexistants, mais ici-bas.

La seule perspective véritablement opposée à l'intégrisme, parce qu'opposée à toutes les formes de maintien des inégalités sociales, de l'exploitation, est celle de la lutte de classe consciente de la classe ouvrière, du prolétariat d'Afrique contre l'ordre capitaliste pour en finir avec cet ordre.

Nous en sommes loin ? Peut-être, mais ce n'est pas dit. Ce qui manque le plus, ce n'est pas la colère des classes pauvres : elle explose périodiquement, avant d'être détournée, ici, par les charlatans du "multipartisme", là, par les fanatiques de l'intégrisme, ailleurs, par ceux qui propagent la haine ethnique. Ce qui manque, c'est des partis qui défendent la perspective de la lutte de classe, la perspective de la libération sociale, la perspective d'une société plus juste, égalitaire où chacun pourrait manger à sa faim, vivre dans la dignité, et bénéficier des moyens techniques, de l'éducation et de la culture de notre époque.

Des partis comme cela ne

tomberont pas tout seul du ciel : il faut les préparer, qu'il y ait des gens qui militent dans ce sens. Ceux qui sont convaincus que pour l'Afrique le capitalisme n'est et ne sera que misère et barbarie ont des choses à faire. Ils sont peu nombreux aujourd'hui ? Sans doute. Mais il faut un début à tout. Quelques centaines d'hommes, dans certaines circonstances, peuvent changer la face d'un pays, d'un continent, non pas du fait de leur propre force, mais s'ils sont là pour commencer, jusqu'à ce que leurs idées, les idées de la révolution sociale, les idées du communisme, s'emparent des classes exploitées dont ils représentent les intérêts.

La seule alternative face à la dictature des intégristes, c'est l'organisation et les luttes des masses pauvres de tous les pays, toutes les ethnies, toutes les régions, toutes les religions contre l'exploitation capitaliste et l'oppression. Sans une telle perspective pour l'émancipation des exploités, les conditions de vie des populations pauvres ne feront qu'empirer et la bourgeoisie nigériane ou tout simplement africaine cherchera toujours à dévoyer la colère et les luttes des masses vers de nouvelles impasses.

ELECTIONS EN AFRIQUE :

LE SORT DES OPPRIMÉS NE SE
REGLE PAS DANS LES URNES

Quand l'impérialisme français a décidé d'imposer le multipartisme à ses valets africains dans le but de changer la façade des appareils usés, en

place depuis des décennies, et de désamorcer ainsi la colère des masses pauvres étranglées par la misère et la dictature, nombreux étaient ceux qui en

espéraient des changements profonds. Certains prétendaient que ce serait l'ère de la démocratie et de la liberté politique, d'autres, celle des possibilités du développement économique.

Force est de constater aujourd'hui que l'ère nouvelle tant annoncée n'a pas eu lieu. Certes, comme une traînée de poudre, le multipartisme s'est répandu dans la plupart des pays africains. Ici et là, des élections présidentielles ou législatives se sont déroulées. Certaines, comme en Zambie ou au Congo, se sont soldées par la défaite des anciens dictateurs. Mais, des libertés, nulle part ! Moins encore une quelconque amélioration des conditions de vie de plus en plus difficiles des populations !

Les élections qui se sont tenues dans tel ou tel pays ont plutôt fait la démonstration que les différents candidats en lice, aussi bien les dictateurs que les opposants, sont tout, sauf des démocrates. Leur seule ambition est de se maintenir au pouvoir ou d'y arriver, quel qu'en soit le prix ! Au Congo, par exemple, le nouveau président élu, Pascal Lissouba, n'est arrivé au pouvoir que grâce à une alliance avec le dictateur Sassou Nguesso battu au premier tour. Mais dès la formation du gouvernement, l'alliance entre le parti de Lissouba et celui de Sassou a volé en éclats pour une question de partage de porte-feuilles ministériels.

En Angola, un pays ravagé par plus de dix ans de guerre où les dirigeants des pays impérialistes espéraient faire la preuve de l'efficacité de leur "démocratie", des élections ont bel et bien eu lieu, leurs résultats ont été publiés. Mais,

c'est comme si rien ne s'était passé. Selon les observateurs de l'ONU, au nombre de 800, c'est le président sortant, Eduardo Dos Santos, qui a remporté, tant pour les élections présidentielles que législatives, sur son rival, Jonas Savimbi. Mais seulement voilà ! Au grand dam de ses maîtres de Washington, Paris et Prétoria, leur protégé, Savimbi, (celui que les dirigeants américains et sud-africains avaient armé des années durant pour combattre le régime de Luanda, alors accusé de "communisme" parce que soutenu par Cuba) n'a pas voulu reconnaître le verdict que les envoyés de Washington ont qualifié eux-mêmes de "correct" ! Alors Savimbi a tenté de prendre le pouvoir par un coup de force. Il a déclenché à Luanda une guerre qui a déjà fait plusieurs milliers de victimes en quelques jours.

Au Cameroun, par contre, le dictateur Biya a proclamé sa victoire électorale sur son rival, John Fru Ndi. Mais cela n'a été possible que grâce à des fraudes massives qui ont même été dénoncées par les observateurs étrangers.

Tous ces gens-là veulent faire croire à leurs populations, celles qu'ils ont méprisées, opprimées, bâillonnées durant des années de pouvoir à parti unique, qu'ils sont devenus subitement respectueux des urnes. Les travailleurs auraient tort de prendre leur parole pour argent comptant. Les dirigeants de l'impérialisme jouent aux donneurs de leçon en matière de respect des élections, mais ils sont les premiers à les bafouer lorsque cela ne les arrange pas trop. Au Chili, ils ont aidé le général Pinochet pour renverser

le régime d'Allende qui était pourtant élu. En Haïti, ils ont soutenu un autre général pour renverser le régime d'Aristide, lui aussi élu.

Alors si les dirigeants de l'impérialisme et les dictateurs qu'ils soutiennent de part le monde ne respectent pas ce que eux-mêmes qualifient de "sacré", ce n'est pas aux populations pauvres de se faire des illusions sur ces élections. Les dirigeants impérialistes savent que seules la force et la violence pourront leur permettre de continuer d'exploiter et de piller les pays du Tiers-monde. Les exploités doivent savoir aussi que seule leur force collective leur permettra de faire aboutir leurs revendications et faire respecter leur dignité.

La simple chute ou le départ d'un dictateur, battu au terme d'une élection ou pas, ne signifie pas la fin de la dictature. On en a la preuve dans des pays tels que le Sénégal ou le Bénin où le multipartisme et les élections n'ont pas mis fin à la misère, à l'exploitation, ni à la dictature dont sont victimes les masses pauvres en butte aux exactions des soldats, policiers et autres douaniers.

Même dans les pays riches où la bourgeoisie a suffisamment de moyens pour s'offrir le luxe d'un semblant de démocratie avec des assemblées, des partis, des syndicats et toutes sortes d'élections, le changement des hommes au pouvoir n'est ni une preuve de démocratie ni celle d'une prise en compte des aspirations de la majorité des populations que constituent les travailleurs et les plus démunis de la société. En France, par exemple, l'élection d'un Mitterrand, aussi "socialiste" et de gauche que celui-ci se

prétende, n'a rien apporté aux exploités. Il pratique, lui aussi, la même politique que celle de ses prédécesseurs de droite, avec son cortège de licenciements massifs, chômage, blocage des salaires, vie chère, développement du racisme etc, le tout au profit de la bourgeoisie, des plus riches.

Nulle part au monde, un simple changement des hommes au pouvoir n'a signifié démocratie, liberté et justice pour les masses opprimées, surtout dans des pays pauvres comme les nôtres. Car, la dictature n'est pas le fait d'un individu ou groupe d'individus. C'est l'ordre social, le système capitaliste lui-même, qui la secrète. Elections ou pas, tant que dans nos pays une poignée d'individus détient à elle seule le pouvoir, l'armée et l'écrasante majorité des richesses produites, ce sera toujours la dictature qui veillera sur cet ordre-là. Vouloir en finir avec la dictature, c'est d'abord combattre cet ordre des choses. C'est-à-dire, s'attaquer au système capitaliste qui est une dictature au profit d'une petite minorité. Et en s'organisant, les exploités, c'est-à-dire, l'écrasante majorité, peuvent imposer leur volonté à la minorité de parasites. Ce sera la démocratie des pauvres, celle qui vient d'en bas.

Autrement, et cela dans le meilleur des cas, ce que les exploités africains auront, ce sera un régime comme celui du Sénégal où certes les partis d'opposition peuvent plus ou moins s'exprimer mais sans que le sort des pauvres y soit différent de ceux qui vivent sous la dictature d'un Mobutu ou d'un Eyadéma.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.